ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 juillet 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures d'exécution relatives à la libération conditionnelle", a donné le 23 novembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 juli 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling", heeft op 23 november 1998 het volgende advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES

1. La rédaction du texte français en projet doit être améliorée tant au niveau de la langue que de la légistique. Au point de vue de la langue, il y a lieu, notamment, de rédiger les articles de manière plus élégante et plus concise en évitant les phrases, les expressions ou les mots inutiles. Au point de vue légistique, outre les observations qui seront faites sous les articles, l'on tiendra compte des observations suivantes.

Ces observations valent également pour le texte néerlandais en projet, mutatis mutandis et dans une plus forte mesure. A ce propos, quelques observations spécifiques seront faites à la fin du présent avis.

2. Dans un texte de nature législative ou réglementaire, il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition d'intensité de force obligatoire supérieure, soit en la reproduisant, soit en la paraphrasant.

Par exemple, à l'article 5, alinéa 2, il n'est pas nécessaire de préciser que la victime ou ses ayants droit dont la demande d'audition a été acceptée par la commission, est convoquée par lettre recommandée au moins dix jours avant la date de l'audience. Une telle précision figure, en effet, déjà à l'article 4, § 3, alinéa 4, de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à

l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964.

L'article 116, § 4, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires fait double emploi avec l'article 3, § 2, alinéa 1er, de la loi du 5 mars 1998 précitée, auquel il fait d'ailleurs expressément référence.

3. Il faut éviter de faire figurer dans un arrêté royal :

1° des dispositions qui ne constituent que des directives pour l'administration;

2° des dispositions de détail qui pourraient faire l'objet d'un arrêté ministériel ou d'une circulaire;

3° des dispositions qui vont de soi ou sont la conséquence inévitable de la loi.

4. Il est préférable d'utiliser les subdivisions 1°, 2°, 3°, ... en lieu et place des subdivisions 1), 2), 3), ... ou des tirets. Il en est ainsi notamment des articles 1er, 2, 3, 12 et 16, § 2.

5. L'obligation se marque par l'indicatif présent et non par le futur simple ou le verbe devoir. Il en est ainsi notamment des articles 7, alinéa 1er, 16, § 4,

alinéas 1er et 3, du projet et des articles 38, alinéa 2, et 116, § 1er, alinéas 3 et 4, §§ 2 et 6, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

II. EXAMEN DU TEXTE

Préambule

1. Il n'y a pas lieu de viser les articles 37 et 108 de la Constitution.

2. Il convient d'indiquer, dans le texte français, la date exacte de la loi visée, à savoir le 5 mars 1998.

On identifiera clairement les dispositions de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 qui servent de fondement légal à l'arrêté en projet.

Il s'agit principalement des articles 3, § 1er, alinéa 1er, § 4, 4, § 3, alinéas 2 et 3, et 6, alinéa 2.

La même remarque vaut pour la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle.

Ainsi, il convient de viser principalement les articles 2, §§ 1er, alinéa 2, et 2, et 18 de la loi précitée.

Le préambule doit également être complété par un nouvel alinéa mentionnant l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires dans la mesure où l'arrêté en projet lui apporte certaines modifications.

On visera notamment les articles 38, 39, 116, 117 et 118 de l'arrêté précité.

3. A l'alinéa 3, il est suffisant d'écrire : "Vu l'avis du Conseil d'Etat".

Dispositif

Article 1er

Plutôt que de créer un chapitre Ier ne comprenant qu'une seule disposition, il est préférable, d'un point de vue légistique, d'intégrer les dénominations abrégées dans les premières dispositions qui utilisent la dénomination complète.

Ainsi, dans l'article 2 du projet, il y a lieu d'écrire :

"Art. 2. Le siège de la commission de libération conditionnelle, ci-après dénommée la commission, est établi ... (la suite comme au projet).".

De même à l'article 3 du projet, mieux vaut écrire :

"Art. 3. Conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle, ci-après dénommée la loi instituant les commissions, ... (la suite comme au projet).".

Compte tenu de cette observation, la numérotation du projet doit être adaptée.

Chapitre II

Il est plus précis d'écrire : "Du siège et de la compétence de la commission".

Article 2

Il n'y a pas lieu d'écrire le mot "Palais" avec une majuscule.

Article 3

In fine, on écrira : "en fonction de la langue dans laquelle a été prononcé le jugement ou l'arrêt le condamnant à la peine la plus lourde".

Article 4

1. L'article 4, § 1er, dispose que la commission peut tenir audience en son siège ou dans une maison de justice

> "sauf dans les cas où, conformément à la loi relative à la libération conditionnelle et à la loi relative aux commissions, l'audience doit se tenir dans l'établissement pénitentiaire.".

La loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle ne mentionne cependant pas de cas où l'audience doit avoir lieu dans l'établissement pénitentiaire.

Il n'y a, dès lors, pas lieu de faire référence à cette loi.

2. En vertu du paragraphe 1er, "la commission peut tenir audience en son siège ou dans une maison de justice".

A ce jour, aucun texte légal ou réglementaire n'a institué ces maisons de justice. En conséquence, le texte en projet ne peut pas encore y faire référence.

3. La rédaction du paragraphe 2 doit être améliorée.

Les mots "En pareil cas" sont inutiles et doivent être omis.

4. En ce qui concerne la notion de "contre-indications", le fonctionnaire délégué a précisé :

> "Artikel 4, § 1, van het ontwerp stelt duidelijk dat "de voorzitter (de plaats van de zitting) bepaalt ...". Daarenboven staat in artikel 4, § 2 van het ontwerp duidelijk vermeld dat de penitentiaire administratie de tegenindicaties slechts meedeelt en dat de commissie uiteindelijk beslist waar de behandeling van de zaak zal doorgaan.".

5. Comme le propose le fonctionnaire délégué, mieux vaut écrire pour le paragraphe 3 :

> "De commissie behandelt elk voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling binnen dertig dagen nadat de minister het voorstel van de directeur van de strafinrichting samen met zijn advies en het advies van het openbaar ministerie aan haar heeft overgemaakt.".

Article 5

1. A l'alinéa 1er en projet, on précisera la manière dont le procureur du Roi et le directeur de l'établissement pénitentiaire sont convoqués à l'audience de la

commission. Selon la réponse du fonctionnaire délégué, cette convocation doit se faire par notification postale.

2. A l'alinéa 2, prévoir que le condamné détenu est convoqué "par notification du directeur ou de son remplaçant" fait double emploi avec l'article 10, alinéa 2, qui prévoit de manière générale le mode de convocation des condamnés détenus dans un établissement pénitentiaire.

Il est, dès lors, suggéré d'écrire : "... sont convoqués au moins dix jours avant la date de l'audience par lettre recommandée ou, pour le condamné détenu, conformément à l'article 10, alinéa 2".

3. A l'alinéa 3, il est suffisant d'écrire :

"Le condamné détenu qui renonce à son droit d'être entendu signe un document de renonciation qui lui est remis par le directeur ou son remplaçant. S'il refuse de signer, il en est fait mention par écrit. Le document de renonciation est transmis au secrétaire de la commission qui le joint au dossier individuel du détenu.".

4. In fine de l'alinéa 4, mieux vaut écrire : "sont convoquées par lettre recommandée au moins dix jours avant la date de l'audience".

Article 7

1. A l'alinéa 1er, les mots "Une fois constitué" et "ultérieurs" sont inutiles et doivent être omis.

A l'alinéa 1er, in fine, on écrira de manière plus concise : "jusqu'au moment de sa libération définitive".

2. A l'alinéa 2, on visera l'article 7, § 1er, alinéa 2, de la loi instituant les commissions et non l'alinéa 3 qui n'existe pas.

Par ailleurs, il y a lieu d'écrire : "... si après une révocation une nouvelle proposition de libération conditionnelle est formulée et qu'une autre commission devient compétente, le secrétaire transmet le dossier individuel du condamné à la commission nouvellement compétente". En outre, il convient d'indiquer dans quel délai cette transmission doit être faite.

Article 8

A l'alinéa 2, il n'est pas nécessaire de prévoir que les procès-verbaux sont versés au dossier individuel du condamné; il suffit de compléter en ce sens l'article 7, alinéa 1er.

Article 9

1. Prévoir, à l'alinéa 1er, qu'une copie des décisions et des avis de la commission est conservée dans le dossier individuel du condamné fait double emploi avec l'article 7 (ce dernier ne précisant pas cependant qu'il s'agit de copies).

2. A l'alinéa 3, mentionner que la décision est portée à la connaissance du condamné détenu par notification du directeur ou de son remplaçant fait double emploi avec l'article 10, alinéa 2, qui règle de manière générale cette question.

Il est, dès lors, suggéré d'écrire : "... celle-ci est également portée à la connaissance du condamné dans les dix jours par lettre recommandée ou, s'il est détenu, conformément à l'article 10, alinéa 2".

Article 10

1. A l'alinéa 1er, il est inutile de prévoir dans une disposition distincte que les pièces justificatives des envois sont versées au dossier individuel du condamné; il suffit de compléter en ce sens l'article 7, alinéa 1er.

2. A l'alinéa 2, il n'y a pas lieu d'écrire qu'une notification peut être communiquée.

De manière générale, la notification est le fait de porter à la connaissance d'une personne un fait, un acte ou un projet d'acte qui la concerne individuellement.

Selon l'article 32 du Code judiciaire, il faut entendre par notification l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie; elle a lieu par la poste ou, dans les cas déterminés par la loi, suivant les formes que celle-ci prescrit.

Ce n'est donc pas la notification qui est communiquée mais, par exemple, une décision qui est notifiée de telle ou telle manière.

Il y a lieu de noter que l'article 4, § 8, de la loi du 5 mars 1998 dispose déjà que le condamné est informé de la décision de la commission par remise d'une copie (et non d'une copie certifiée conforme) par le directeur de l'établissement pénitentiaire (et non par le directeur ou son remplaçant).

3. Par ailleurs, l'alinéa 3 en projet paraphrase dans une certaine mesure l'article 13 de la loi du 5 mars 1998, précitée.

Comme il l'a déjà été dit dans l'observation générale n° 2, ceci doit être évité.

Article 11

1. Aux alinéas 1er et 2, il y a lieu d'utiliser le mot "suppléants" et non "remplaçants".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel est exactement le contenu et, par conséquent, la portée juridique de la notion de "règlement d'ordre intérieur".

Le Conseil d'Etat émet de sérieux doutes quant à la base légale de cette disposition.

Chapitre IV

Mieux vaut écrire : "Des victimes".

Article 12

1. L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur l'existence d'un avant-projet de loi "relative à la protection pénale des mineurs" qui modifie la numérotation de certaines dispositions du Code pénal dont notamment les articles 380bis et suivants. En conséquence, le deuxième tiret devra être adapté après l'adoption de cette loi en projet.

2. Au troisième tiret, il n'apparaît pas clairement à quels articles se rapportent les mots "ou pour avoir commis à cet égard une tentative punissable".

Par ailleurs, cette précision implique-t-elle que, dans tous les autres cas mentionnés au 1°, la tentative ne sera pas prise en compte ?

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il convient :

1° de le préciser en ce qui concerne les crimes;

2° de ne pas viser les articles du Code pénal qui incriminent les tentatives de délits (exemple : les articles 380bis, § 2, et 514).

3. Au quatrième tiret, l'auteur du projet utilise le mot "sciemment".

Il ne faut pas perdre de vue qu'une infraction n'est, en règle ordinaire, punissable que lorsque l'agent l'a commise avec connaissance et volonté (sciens et volens) : c'est le dol général.

En revanche, le terme "sciemment" est source d'ambiguïté dans la mesure où il pourrait laisser entendre qu'il vise l'intention méchante caractéristique du dol spécial.

C’est pourquoi le mot "sciemment", ajouté aux articles 510, 511, 512, 513, 516, 517, 518 et 520 du Code pénal, doit être omis.

De surcroît, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l’article 519 doit être omis.

4. Au 2° en projet, la deuxième phrase ne semble pas être en adéquation avec la première phrase.

Comment la victime peut-elle, dès que les faits ont été commis, faire une déclaration écrite en vertu de laquelle elle souhaite être tenue informée d’une éventuelle libération conditionnelle ou être entendue en vue de fournir des informations en rapport avec les éventuelles conditions qui pourraient être établies dans son intérêt alors que la personne sur laquelle portent les soupçons n’a pas encore été jugée ? Comment pourrait-elle, à un tel stade de la procédure, prendre contact avec l’assistant de justice alors que celui-ci, conformément à l’article 7, alinéa 4, de la loi du 5 mars 1998, précitée, intervient dans le cadre de la tutelle sociale qui pèse sur le condamné au moment de sa libération conditionnelle ?

Cette disposition doit être fondamentalement revue.

Article 13

Il est suggéré d'écrire :

"La victime ou ses ayants droit visés à l'article 4, § 3, alinéa 2, de la loi relative à la libération conditionnelle est entendue dans l'un des cas suivants :

1° si le condamné subit une peine pour des faits visés à l'article 12, 1°, a) à d);

2° si la demande d'audition est motivée et se rapporte aux faits qui ont conduit à une condamnation ...".

Article 14

1. L'article 14 doit précéder l'article 13.

2. Au paragraphe 1er, l'on écrira plus simplement : "... est informée par l'assistant de justice des conditions dans lesquelles elle peut être entendue par la commission et être tenue informée de l'octroi de la libération conditionnelle et des conditions qui garantissent ses intérêts".

3. Au paragraphe 2, l'on écrira, à la fin de la première phrase : "... le président lui demande si elle souhaite les recevoir".

Article 15

1. A l'alinéa 1er, l'auteur du projet confond les "organismes d'intérêt public", qui sont des personnes morales de droit public, avec les "établissements d'utilité publique" qui sont des personnes de droit privé.

A l'alinéa 1er, il est, dès lors, proposé de remplacer les termes "organismes d'intérêt public et les associations" par les termes "personnes morales de droit privé".

2. Par ailleurs, l'article 4, § 3, alinéa 3, de la loi du 5 mars 1998, précitée, prévoit clairement que les associations qui souhaitent assister les victimes dans leurs démarches auprès des commissions de libération conditionnelle, doivent être agréées à cette fin par le Roi.

Or, dans l'arrêté en projet, cet agrément doit être donné par "les autorités communautaires ou régionales".

L'arrêté en projet s'écarte ainsi de la loi qu'il exécute.

A considérer que l'assistance fournie par ces associations est une assistance juridique, au sens de l'article 23, alinéa 2, 2°, de la Constitution, qui se distingue de l'aide sociale octroyée par les communautés en vertu de l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il y a lieu de

reconnaître que le pouvoir fédéral est compétent pour organiser cette assistance juridique.

C'est en ces termes que la section de législation du Conseil d'Etat s'est exprimée lors de l'examen d'amendements à une proposition de loi "relative à l'intervention gratuite ou partiellement gratuite des avocats" (1).

A défaut de disposition conférant la compétence en matière d'organisation de l'aide juridique (aide légale) aux communautés (ou aux régions), force est de conclure que cette matière relève de la compétence résiduelle du législateur fédéral.

Cette matière doit s'entendre au sens large. Elle ne se limite pas nécessairement à l'assistance judiciaire et au pro deo existants, mais peut éventuellement aussi être réglée autrement par le législateur (2), par exemple, en associant d'autres organes que le seul barreau à l'organisation de l'aide juridique.

L'autorité fédérale est compétente pour régler cette matière en tant que telle. En d'autres mots, elle est habilitée à élaborer un système général d'aide juridique qui

---

(1) Doc. parl., Chambre, session 1995-1996, n°s 549-4, 549-6 et 549-7.

(2) Voir les développements se rapportant à la proposition de synthèse de MM. Stroobant et Taminiaux, qui constitue la résultante des travaux du groupe de travail précité de la Commission du Sénat, doc. parl., Sénat, S.E. 1991-1992, n° 100-2/3°, p. 19.

ne se limite pas aux domaines relevant de la compétence fédérale.

Ce qui précède ne signifie pas, du reste, que les communautés et les régions ne pourraient pas intervenir en matière d'aide juridique. Il s'agit, au contraire, d'une matière qui, par excellence, se prête à l'application de l'article 10 de la loi spéciale. Les communautés et les régions pourraient donc également réglementer l'aide juridique, du moins dans la mesure où pareille réglementation est nécessaire à l'exercice de leurs compétences spécifiques (1). Il doit s'agir toutefois d'une forme particulière d'aide juridique qui doit être en rapport avec la matière spécifique pour laquelle la communauté ou la région sont compétentes (2).

---

(1) Il peut être fait référence, par exemple, à la compétence des communautés en ce qui concerne la politique de santé et l'aide aux personnes, et à la compétence des régions en ce qui concerne le logement.

(2) Un pareil système spécifique d'aide juridique est prévu dans un domaine pour lequel l'autorité fédérale est restée compétente, à savoir celui des matières visées au chapitre IV de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (voir l'article 5, § 1er, II, 2°, b, de la loi spéciale du 8 août 1980). Il s'agit en l'occurrence du régime prévu à l'article 60, § 2, de la loi organique qui prévoit que, dans l'accomplissement de leurs missions, les centres publics d'aide sociale peuvent, dans certains cas, accorder une assistance juridique (voir, notamment, Conseil d'Etat, 19 février 1982, C.P.A.S. Liège, arrêts n°s 22.047 et 22.048).

Appliqué au cas d’espèce, ce raisonnement implique qu’il doit revenir au Roi le pouvoir de déterminer les conditions d’agrément des associations qui assistent juridiquement les victimes.

En conséquence, la disposition en projet doit être revue.

3. Si la disposition contenue à l’alinéa 2 ne fait qu’exprimer un souhait, elle est inutile.

Si elle entend faire de la collaboration avec les "organisations de volontaires qui défendent les intérêts des victimes" une condition pour pouvoir assister les victimes, elle ajoute une condition qui n’est pas prévue par la loi.

En outre, la notion d’"organisations de volontaires qui défendent les intérêts des victimes" n’est pas claire.

Article 16

1. En prévoyant que le directeur ou, s’il est absent, son remplaçant communique la décision de la commission au condamné "au moment où la décision de libération conditionnelle devient exécutoire", le texte en projet semble être contraire à la loi du 5 mars 1998 précitée qui dispose, en son article 4, § 8, que le condamné est informé par la remise d’une copie par le directeur dans les quarante-huit heures de la décision.

Interrogé à ce propos, le fonctionnaire délégué a expliqué que l'auteur du projet a voulu prévoir une seconde communication de la décision au moment où celle-ci devient exécutoire.

Le texte doit être rédigé de façon à faire apparaître clairement cette intention.

2. Au paragraphe 2, cinquième tiret, la référence doit être faite, semble-t-il à l'article 8, alinéa 2, de la loi instituant les commissions et non de la loi relative à la libération conditionnelle.

La même observation vaut pour le huitième tiret.

3. Quant au dixième tiret de l'alinéa 2 du paragraphe 2, en projet, il y a lieu de l'omettre dans la mesure où les maisons de justice n'ont pas encore fait l'objet d'une consécration légale ou réglementaire.

4. Au paragraphe 4, alinéa 2, il est suggéré d'écrire :

"En cas de nouvel emprisonnement suite à la révocation ou à la suspension de la libération conditionnelle ou en cas d'arrestation provisoire, ...".

5. En vertu des articles 9 et 12 de la loi du 18 mars 1998, précitée, la commission de libération conditionnelle est compétente pour suspendre, préciser ou adapter aux circonstances les conditions qui ont été imposées au condamné libéré conditionnellement ou encore renforcer ces conditions ou en prévoir d'autres.

Compte tenu de cette compétence, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelles raisons l'assistant de justice serait habilité à modifier les mentions apparaissant sur le certificat de libération.

Il doit revenir à la commission elle-même et à elle seule, le pouvoir de déterminer dans quelle mesure le certificat de libération sera adapté.

La disposition en projet doit être revue.

6. Au paragraphe 4, alinéa 3, mieux vaut écrire : "... ou de détérioration importante".

Les mots "éventuellement par l'intermédiaire de l'assistant de justice" sont inutiles et doivent être omis.

Chapitre VI

Mieux vaut écrire : "De la procédure relative à la suspension, à l'adaptation aux circonstances et à la précision apportée aux conditions imposées à la libération conditionnelle".

Article 17

1. Au paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer les mots "mesures imposées" par les mots "conditions imposées".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Interrogé sur la raison pour laquelle seuls les paragraphes 1er et 4 de l'article 10 de la loi relative à la libération conditionnelle seront appliqués à la procédure visée à l'article 17 en projet, le fonctionnaire délégué à répondu :

"- de Franse versie van het ontwerp is in die zin verkeerd dat de zinsnede "artikel 10, §§ 1 tot 4" werd vertaald als "l'article 10, §§ 1er et 4";

- § 5, lid 1 van artikel 10 is eveneens van toepassing;

- er werd geopteerd voor een aparte procedure voor de slachtoffers zodat § 5, lid 2 van artikel 10 niet van toepassing is.".

La disposition en projet doit être adaptée en conséquence.

3. A l'alinéa 2 du paragraphe 2 en projet, le terme "instances" est inapproprié. Il convient de l'omettre.

.../...

Article 18

Cette disposition paraphrase dans une certaine mesure l'article 8, alinéa 2, de la loi du 18 mars 1998, précitée, et doit en conséquence être omise.

Article 19

1. Le texte français sera revu en tenant compte du fait que c'est à la victime et non au condamné que doit être communiquée la décision.

2. Par ailleurs, il y a lieu de préciser dans l'alinéa 1er à partir de quel moment s'écoule le délai de dix jours.

On omettra également les termes "membre du" qui sont inutiles.

Il y a une discordance entre les alinéas 1er des textes français et néerlandais. Cette discordance doit être supprimée.

Chapitre VII

Mieux vaut intituler le chapitre VII comme suit :

"Modification de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.".

L’article 25 en projet sera intégré dans ce chapitre.

Article 21 (article 38 en projet)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l’article 38 a été modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1991 et 25 juin 1993.

Article 22 (article 39 en projet)

L’article 39 en projet prévoit notamment que la conférence du personnel veille "à ce que les détenus et leur famille puissent bénéficier d’une aide sociale et de services sociaux adaptés à leurs besoins". Elle se préoccupe "spécialement de tout détenu dont la situation sociale ou familiale ou dont l’état mental ou physique présente des problèmes".

Il convient d’attirer l’attention de l’auteur du projet sur l’article 5, § 1er, II, 7˚, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vertu duquel les communautés sont compétentes pour "l’aide sociale aux détenus, en vue de leur réinsertion sociale".

Il est généralement admis dans la doctrine que les communautés sont compétentes pour tout ce qui touche à

l'aide aux détenus, l'Etat fédéral restant compétent pour ce qui a trait à l'exécution des peines (1).

Les difficultés liées à la répartition des compétences entre l'Etat et les communautés sont apparues à propos des mesures qui suivent les peines dans les cas de mise en oeuvre de différents régimes de liberté ou semi-liberté destinés à favoriser la réinsertion sociale des personnes incarcérées.

Il est, en effet, parfois très difficile de qualifier certaines mesures prises à l'égard des personnes condamnées. S'agit-il d'une mesure d'aide sociale relevant de la compétence des communautés ou s'agit-il d'une mesure de surveillance ou de contrôle relevant de la compétence fédérale ?

Dans une note (2) qu'il a fournie lors des travaux parlementaires de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, le Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles a estimé que les compétences de l'Etat fédéral sont relatives à l'exécution des peines en ce compris, les libérations provisoires, conditionnelles, les congés pénitentiaires, les arrêts de fin de semaine, la semi-détention, la grâce, l'amnistie, la réhabilitation, la révision ... .

---

(1) Ph. De Bruycker et M. Uyttendaele, "La répartition des compétences entre l'Etat et les communautés en matière d'aide sociale aux justiciables", in "L'aide sociale aux justiciables", sous la direction de Ph. Mary, éd. Bruylant, 1991, p. 58.

(2) Doc. parl., Chambre, session 1979-1980, n° 627/10, pp. 66 à 69.

Quant aux interventions du service social de l'administration des établissements pénitentiaires, le ministre a déclaré que si l'objectif de ces interventions est de renseigner les autorités judiciaires sur les personnes délinquantes pour leur permettre de réagir en connaissance de cause ou d'assurer l'encadrement des détenus qui font l'objet d'une mesure de probation afin de vérifier le respect des obligations qui leur sont imposées, de telles interventions relèvent toujours de la compétence de l'Etat fédéral.

Quant aux compétences des communautés, elles concernent toutes les autres actions du service social c'est-à-dire "celles qui visent à procurer une aide (au sens large, tant sur le plan matériel que moral) aux détenus, à leur famille et aux personnes libérées (préparation au reclassement, mise au travail, problèmes de logement, ...) (1)".

Compte tenu de la généralité des termes utilisés dans l'article 39 en projet, il y a lieu de penser qu'un conflit de compétence peut intervenir entre l'Etat fédéral et les communautés.

Il convient, dès lors, de mieux cibler le contexte dans lequel la conférence du personnel est amenée à intervenir dans le cas d'espèce et de préciser la nature des mesures prises à cet effet.

---

(1) Ph. De Bruycker et M. Uyttendaele, op. cit., pp. 59 et 60.

Article 23 (article 116 en projet)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 116 a été remplacé par l'arrêté royal du 4 avril 1991 et modifié par l'arrêté royal du 25 juin 1993.

2. Au paragraphe 1er, il est suggéré de grouper les alinéas 1er et 2 et d'écrire :

"Le dossier moral est mis à la disposition du condamné et de son avocat pendant dix jours, jusqu'à la veille de la réunion de la conférence du personnel au cours de laquelle la libération conditionnelle sera examinée. Le directeur leur en donne avis.".

3. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il convient que le condamné - et non pas uniquement son avocat comme prévu dans le texte en projet - puisse avoir accès au dossier moral.

Selon le fonctionnaire délégué, il convient cependant d'extraire de ce dossier certaines pièces qui n'ont pas de rapport avec la libération conditionnelle et dont il n'est pas souhaitable que le détenu prenne connaissance (par exemple les rapports du service psychosocial) au risque de porter atteinte à la relation de confiance établie entre le détenu et les personnes qui le suivent.

Selon le fonctionnaire délégué, ce dossier comprendra :

"Op dat moment worden de veroordeelde en zijn advocaat tevens op de hoogte gebracht van het feit dat zij tot op de vooravond van die vergadering het "dossier voorwaardelijke invrijheidstelling" kunnen raadplegen. Dit dossier omvat, in de mate waarin zij voorhanden zijn, minstens volgende gegevens :

1° een afschrift van de opsluitingsfiche;
2° een uittreksel uit het strafregister;
3° een uiteenzetting van de feiten waarvoor de betrokkene werd veroordeeld;
4° een afschrift van de veroordeling(en);
5° de berekening van de toelaatbaarheidsdatum voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;
6° een afschrift van het register van de disciplinaire straffen;
7° het reclasseringsplan van de veroordeelde;
8° het verslag dat door de Psychosociale Dienst wordt opgesteld met het oog op het onderzoek van de voorwaardelijke invrijheidstelling en dat eventueel een gemotiveerd advies in de zin van artikel 3, § 3, 4° van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling bevat;
9° informatie over de burgerlijke partijen;
10° alle adviezen van het personeelscollege betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling;
11° alle beslissingen van de commissie betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling;
12° de memories van de veroordeelde en de advocaat.".

Il n'appartient pas au Roi de déterminer le contenu du dossier moral auquel le détenu aura accès. Pareille limitation porte atteinte aux droits de la défense. Seul le législateur est compétent pour ce faire.

4. A l'alinéa 3, il est suggéré d'écrire :

"Si de nouvelles pièces sont versées au dossier pendant le délai mentionné à l'alinéa 1er, le condamné en est avisé. Il peut demander que la réunion de la conférence du personnel soit remise à une date ultérieure afin que lui-même ou son avocat puisse prendre connaissance de ces pièces (...).".

5. Au paragraphe 2, les mots : "... mentionnant expressément les données qu'ils jugent pertinentes" sont inutiles.

6. Interrogé sur la question de savoir si le paragraphe 3, alinéa 2, n'est pas inutile puisque la disposition figure déjà à l'article 38, alinéa 3 (et non 38, alinéa 2), le fonctionnaire délégué a répondu :

> "De auteurs zijn er zich van bewust dat de bepaling uit § 3, lid 2 reeds vermeld staat in art. 38, lid 3. Er werd echter bewust voor geopteerd om ze hier te hernemen om aldus de hele procedure die door het personeelscollege inzake voorwaardelijke invrijheidstelling dient te worden gevolgd in chronologische volgorde te kunnen weergeven. Art. 38 heeft daarenboven een meer algemene draagwijdte en is van toepassing op alle beslissingen die binnen het personeelscollege worden genomen (bv. ook advies inzake genade, voorlopige invrijheidstelling, penitentiair verlof ...). Tenslotte is het zo dat door deze bepaling op te nemen na de bepaling die stelt dat de gedetineerde wordt gehoord, duidelijk wordt welke chronologie het personeelscollege dient te volgen.

Voorts wensen de auteurs aan lid 2 van § 3 voor alle duidelijkheid volgende precisering toe te voegen : "De Voorzitter beslist of deze andere personen gehoord worden in de aanwezigheid van de veroordeelde of diens advocaat.".

7. A l'alinéa 1er du paragraphe 4, en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "et demeure secrète".

Doit-on, en effet, considérer que le vote est secret ?

8. Conformément à l'observation générale n° 2, il y a lieu de considérer que le paragraphe 4, alinéa 2, n'est en réalité qu'une paraphrase de l'article 3, § 2, alinéa 1er, de la loi du 5 mars 1998, précitée, et doit en conséquence être omis.

9. Le paragraphe 4, alinéa 3, est inutile; il suffit de compléter en ce sens l'article 38, alinéa 4.

10. Le paragraphe 5 en projet n'est pas en adéquation avec l'article 3 de la loi du 5 mars 1998, précitée. D'un point de vue terminologique, la disposition en projet utilise à la fois les termes "décisions" et "avis".

Or, la conférence du personnel, en vertu de l'article 3, précité, formule des avis et fait des propositions de libération conditionnelle.

Il y a, dès lors, lieu d'adapter la terminologie des dispositions en projet en fonction des dispositions légales concernées.

En vertu de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 mars 1998, précitée, les avis de la conférence du personnel doivent être notifiés à la fois au condamné, à la commission et au ministre.

Or, le deuxième alinéa du paragraphe 5, en projet, prévoit que "la décision" est communiquée par le directeur ou son remplaçant "verbalement" à l'intéressé.

Cette communication verbale ne semble, dès lors, pas être conforme au prescrit légal.

11. Au paragraphe 7, on écrira : "... la date que la commission a fixée conformément à l'article 4, § 6, de la loi relative à la libération conditionnelle".

Article 24

L'intitulé exact de l'arrêté royal du 17 janvier 1921 est :

"Arrêté royal contenant les mesures d'exécution des dispositions de la loi du 31 mai 1888 modifiée par celles des 3 août 1899, 1er mai 1913 et 19 août 1920, concernant la libération conditionnelle des condamnés civils et militaires.".

Article 25

Il est renvoyé à l'observation formulée sous le chapitre VII.

Article 26

Il y a lieu de fixer dans le texte en projet la date d'entrée en vigueur :

1° de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964;

2° de la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle;

3° de l'arrêté royal en projet.

Il est rappelé à l'auteur du projet qu'en vertu de l'article 108 de la Constitution le Roi est habilité à faire les arrêtés nécessaires à l'exécution des lois sans pouvoir

jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Observations finales

1. L'article 17 de la loi du 18 mars 1998 précitée habilite le Roi à déterminer le statut administratif et pécuniaire des assesseurs ainsi que le montant de l'indemnité de séance allouée aux suppléants lorsque ceux-ci remplacent un membre effectif.

Le texte en projet ne contient aucune indication sur la manière dont seront calculées les indemnités pour frais de déplacement et de séjour visées à l'article 17, § 3, alinéa 2.

Le fonctionnaire délégué a toutefois communiqué pour information deux projets d'arrêté royal réglant ces questions.

2. Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De redactie van de ontworpen Franse tekst dient te worden verbeterd, zowel qua taal als op het stuk van de wetgevingstechniek. Vanuit taalkundig oogpunt dienen de artikelen inzonderheid eleganter en bondiger te worden gesteld door overbodige zinsdelen, uitdrukkingen of woorden te vermijden. Wat de wetgevingstechniek betreft, dient naast de opmerkingen die bij de artikelen zullen worden gemaakt, ook rekening te worden gehouden met de hierna gemaakte opmerkingen.

Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis ook, en klemmen nog meer, voor de ontworpen Nederlandse tekst, waarover specifieke opmerkingen gemaakt worden aan het slot van dit advies.

2. In een wet- of verordeningstekst horen geen bepalingen thuis die er alleen toe strekken een bepaling met een grotere bindende kracht in herinnering te brengen, hetzij door die bepaling over te nemen, hetzij door ze te parafraseren.

Zo is het niet nodig om in artikel 5, tweede lid, te bepalen dat het slachtoffer of zijn rechthebbenden wier verzoek om gehoord te worden door de commissie is ingewilligd, ten minste tien dagen vóór de datum van de zitting per aangetekend schrijven worden opgeroepen. Die bepaling is immers reeds vervat in artikel 4, § 3, vierde lid, van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van

9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964.

Het ontworpen artikel 116, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen is een duplicering van artikel 3, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 5 maart 1998, naar welke bepaling daarin trouwens uitdrukkelijk wordt verwezen.

3. Vermeden moet worden in een koninklijk besluit op te nemen :

1° bepalingen die slechts richtsnoeren voor het overheidsbestuur zijn;

2° detailregelingen die in een ministerieel besluit of een circulaire zouden kunnen worden opgenomen;

3° bepalingen die vanzelf spreken of het onvermijdelijke gevolg van de wet zijn.

4. Het is aan te bevelen de onderverdeling 1°, 2°, 3°, ... te gebruiken, in plaats van een onderverdeling 1), 2), 3) ... of streepjes. Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 1, 2, 3, 12 en 16, § 2.

5. Een verplichting wordt aangegeven met de onvoltooid tegenwoordige tijd en niet met de onvoltooid toekomende tijd, de werkwoordelijke constructie "dienen te" of het werkwoord "moeten". Deze opmerking geldt inzonderheid voor artikel 16, § 4, derde lid, van het ontwerp en voor het ontworpen artikel 38, tweede lid, het ontworpen artikel 116, § 1, derde lid, en § 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen.

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

1. Er behoort niet naar de artikelen 37 en 108 van de Grondwet te worden verwezen.

2. In de Franse tekst dient de aangehaalde wet met haar volledige datum, namelijk "5 mars 1988", te worden vermeld.

Er dient duidelijk te worden aangegeven welke bepalingen van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen.

Het gaat voornamelijk om artikel 3, § 1, eerste lid, en § 4, om artikel 4, § 3, tweede en derde lid, en om artikel 6, tweede lid.

Deze opmerking geldt ook voor de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Zo behoort vooral te worden verwezen naar artikel 2, § 1, tweede lid en § 2, en naar artikel 18 van voormelde wet.

Voorts dient de aanhef te worden aangevuld met een nieuw lid ter vermelding van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, doordat daarin bij het ontworpen besluit enige wijzigingen worden aangebracht.

Er behoort inzonderheid naar de artikelen 38, 39, 116, 117 en 118 van dat besluit te worden verwezen.

3. In het derde lid volstaat het te schrijven : "Gelet op het advies van de Raad van State;".

Bepalend gedeelte

Artikel 1

In plaats van te werken met een Hoofdstuk I met slechts één bepaling, is het vanuit wetgevingstechnisch oogpunt aan te bevelen de afgekorte benamingen op te nemen

in de eerste bepaling waarin de volledige benaming wordt gebezigd.

Zo dient in artikel 2 van het ontwerp te worden geschreven :

"Art. 2. De zetel van de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, hierna te noemen 'de commissie', is gevestigd ... (voorts als in het ontwerp, met dien verstande dat het correcter zou zijn "paleis van justitie" of "gerechtsgebouw" te schrijven in plaats van "Justitiepaleis" alsook "Hof van Beroep te" in plaats van "Hof van Beroep van".

Zo ook is het beter om in artikel 3 van het ontwerp te schrijven :

"Art. 3. Overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, hierna te noemen 'de wet tot instelling van de commissies', ressorteren de veroordeelden op het ogenblik dat ... wordt gedaan, onder : (voorts als in het ontwerp, onder voorbehoud van de verderop gemaakte opmerking).".

Gelet op deze opmerking, behoort het ontwerp te worden vernummerd.

Hoofdstuk II

Het is juister te schrijven : "Zetel en bevoegdheid van de commissie".

Artikel 2

Er is geen grond om in de Franse tekst het woord "Palais" met een hoofdletter te schrijven.

Artikel 3

In het laatste lid schrijve men : "de Nederlandstalige of de Franstalige commissie ... naargelang van de taal waarin het vonnis of arrest is gewezen waarbij zij tot de zwaarste straf zijn veroordeeld.".

Artikel 4

1. Artikel 4, § 1, bepaalt dat de commissie zitting kan houden op haar zetel of in een justitiehuis

> "behalve voor de zaken waarvoor overeenkomstig de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en de wet betreffende de commissies de zitting dient door te gaan in de strafinrichting.".

De wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling vermeldt echter geen geval waarin de terechtzitting in de strafinrichting dient plaats te hebben.

Bijgevolg bestaat er geen grond om naar die wet te verwijzen.

2. Krachtens paragraaf 1 "kan de commissie zitting houden op haar zetel of in een justitiehuis".

Tot nog toe zijn die justitiehuizen door geen enkele wet- of verordeningstekst opgericht. Bijgevolg kan in de ontworpen tekst nog niet naar die justitiehuizen worden verwezen.

3. De redactie van paragraaf 2 dient te worden verbeterd.

De woorden "in dat geval" dienen als overbodig te vervallen.

4. Wat het begrip "tegenindicaties" betreft, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende aangegeven :

> "Artikel 4, § 1 van het ontwerp stelt duidelijk dat "de voorzitter (de plaats van de zitting) bepaalt ...". Daarenboven staat in artikel 4, § 2 van het ontwerp duidelijk vermeld dat de penitentiaire administratie de tegenindicaties slechts meedeelt en dat de commissie uiteindelijk beslist waar de behandeling van de zaak zal doorgaan.".

5. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 3 beter als volgt wordt geredigeerd :

> "De commissie behandelt elk voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling binnen dertig dagen nadat de minister het voorstel van de directeur van de strafinrichting samen met zijn advies en het advies van het openbaar ministerie aan haar heeft overgemaakt.".

Artikel 5

1. In het ontworpen eerste lid dient te worden gepreciseerd hoe de procureur des Konings en de directeur van de strafinrichting voor de zitting van de commissie worden opgeroepen. Volgens het antwoord van de gemachtigde ambtenaar dient die oproeping via de post te geschieden.

2. In het tweede lid vormt de bepaling dat de gedetineerde veroordeelde "door betekening door de directeur of zijn plaatsvervanger" wordt opgeroepen, een duplicering van artikel 10, tweede lid, waarbij in het algemeen wordt geregeld hoe veroordeelden die in een strafinrichting gedetineerd zijn, opgeroepen worden.

Er wordt dan ook voorgesteld te schrijven : "... worden ten minste tien dagen vóór de dag van de zitting per aangetekend schrijven opgeroepen; de gedetineerde veroordeelde wordt opgeroepen overeenkomstig artikel 10, tweede lid.".

3. Wat het derde lid betreft, kan ermee worden volstaan te schrijven :

"De gedetineerde veroordeelde die afstand doet van zijn recht om gehoord te worden, ondertekent een document van afstand, dat hem door de directeur of diens plaats-

vervanger wordt overhandigd. Wanneer hij weigert te tekenen, wordt daarvan schriftelijk melding gemaakt. Het document van afstand wordt bezorgd aan de secretaris van de commissie, die het bij het individueel dossier van de gedetineerde voegt.".

4. In het vierde lid, in fine, is het beter te schrijven : "worden ten minste tien dagen vóór de dag van de zitting per aangetekend schrijven opgeroepen.".

Artikel 7

1. De tweede zin van het eerste lid dient als volgt te worden gesteld : "Voor elke veroordeelde wordt een individueel dossier bijgehouden, waarin alle beslissingen, adviezen en verslagen met betrekking tot die veroordeelde worden opgenomen tot aan zijn definitieve invrijheid-stelling.".

2. In het tweede lid behoort te worden verwezen naar artikel 7, § 1, tweede lid, van de wet tot instelling van de commissies en niet naar het derde lid, dat niet bestaat.

Overigens behoort te worden geschreven : "... indien na herroeping een nieuw voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling wordt gedaan en een andere commissie bevoegd wordt, zendt de secretaris het individueel dossier van de veroordeelde over naar de pas bevoegd geworden commissie.". Bovendien behoort te worden aangegeven binnen welke termijn het dossier moet worden overgezonden.

Artikel 8

Het is niet nodig om in het tweede lid te bepalen dat de processen-verbaal bij het individueel dossier van de veroordeelde worden gevoegd; het is voldoende artikel 7, eerste lid, in die zin aan te vullen.

Artikel 9

1. De bepaling, in het eerste lid, dat een afschrift van de beslissingen en adviezen van de commissie in het individueel dossier van de veroordeelde wordt bijgehouden, vormt een duplicering van artikel 7 (hoewel in dat artikel 7 niet wordt bepaald dat het om afschriften gaat).

2. De bepaling, in het derde lid, dat de beslissing door betekening door de directeur of zijn plaatsvervanger ter kennis van de gedetineerde veroordeelde wordt gebracht, vormt een duplicering van artikel 10, tweede lid, waarin die kwestie globaal wordt geregeld.

Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven : "... wordt deze binnen tien dagen per aangetekend schrijven eveneens ter kennis gebracht van de veroordeelde, of, als deze gedetineerd is, overeenkomstig artikel 10, tweede lid.".

Artikel 10

1. Wat het eerste lid betreft, is het onnodig in een aparte bepaling voor te schrijven dat de bewijsstukken van de verzendingen bij het individueel dossier van de veroordeelde worden gevoegd; artikel 7, eerste lid, behoeft alleen in die zin te worden aangevuld.

2. In het tweede lid zou de bepaling dat "kennisgevingen ... kunnen ... worden verricht" anders moeten worden geformuleerd.

Algemeen gesproken betekent kennisgeving dat een feit, een handeling of een ontworpen handeling ter kennis wordt gebracht van de persoon die er persoonlijk door geraakt wordt.

Volgens artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek wordt onder kennisgeving verstaan de toezending van een akte van rechtspleging in origineel of in afschrift; de kennisgeving geschiedt via de post of, in de gevallen die de wet bepaalt, in de vormen die de wet voorschrijft.

In plaats van te schrijven dat kennisgevingen worden verricht, moet worden geschreven dat van een beslissing op deze of gene wijze kennis wordt gegeven.

Er dient te worden opgemerkt dat artikel 4, § 8, van de wet van 5 maart 1998 reeds bepaalt dat aan de veroordeelde van de beslissing der commissie kennis wordt gegeven door afgifte van een afschrift (en dus niet van een eensluidend verklaard afschrift) ervan door de directeur van de strafinrichting (en dus niet door de directeur of zijn plaatsvervanger).

3. Overigens vormt het ontworpen derde lid tot op zekere hoogte een parafrase van artikel 13 van de voormelde wet van 5 maart 1998.

Zoals reeds in algemene opmerking nr. 2 is gesteld, dient zulks te worden vermeden.

Artikel 11

1. In de Franse tekst van het eerste en het tweede lid dient het woord "suppléants" te worden gebezigd, in plaats van het woord "remplaçants".

Om stilistische redenen zou het beter zijn in het eerste lid te schrijven : "... uitwisseling van informatie over ...".

2. Wat het derde lid betreft, is het de Raad van State niet duidelijk wat de precieze betekenis en bijgevolg de juridische draagwijdte is van het begrip "reglement van orde".

De Raad van State heeft ernstige twijfels over de rechtsgrond van die bepaling.

Hoofdstuk IV

Men schrijve : "Slachtoffers".

Artikel 12

1. De aandacht van de steller van het ontwerp dient te worden gevestigd op het bestaan van een voorontwerp van wet "betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen", dat een aantal bepalingen van het Strafwetboek, inzonderheid de artikelen 380bis en volgende, vernummert. Bijgevolg behoort het tweede streepje te worden aangepast nadat deze ontworpen wet zal zijn goedgekeurd.

2. Onder het derde streepje blijkt niet duidelijk op welke artikelen de woorden "of de strafbare poging tot deze feiten" betrekking hebben .

Trouwens, houdt die precisering in dat in alle andere gevallen opgesomd onder punt 1° de poging niet in aanmerking zal worden genomen ?

Als dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, behoort :

1° dit te worden verduidelijkt wat de misdaden betreft;

2° niet te worden verwezen naar de artikelen van het Strafwetboek die pogingen tot wanbedrijf strafbaar stellen (bijvoorbeeld : de artikelen 380bis, § 2, en 514).

3. Onder het vierde streepje gebruikt de steller van het ontwerp het woord "opzettelijk".

Er mag niet uit het oog worden verloren dat een strafbaar feit in de regel alleen strafbaar is als de overtreder willens en wetens gehandeld heeft (sciens et volens) : men spreekt dan van algemeen opzet.

Het begrip "opzettelijk" daarentegen kan verwarring doen ontstaan, doordat het zou kunnen laten uitschijnen dat het verwijst naar "dolus malus", die kenmerkend is voor het bijzonder opzet.

Dat is de reden waarom het woord "opzettelijk", dat wordt toegevoegd aan de artikelen 510, 511, 512, 513, 516, 517, 518 en 520 van het Strafwetboek, moet worden geschrapt.

Bovendien behoort artikel 519 te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

4. Onder het ontworpen punt 2°, lijkt de tweede zin niet afgestemd te zijn op de eerste zin.

Hoe kan het slachtoffer, vanaf het ogenblik dat de feiten zijn gepleegd, een schriftelijke verklaring afleggen waarin het de wens uit om verder ingelicht te worden over een mogelijke voorwaardelijke invrijheidstelling of om gehoord te worden teneinde inlichtingen te verstrekken over eventueel in zijn belang op te leggen voorwaarden, als de persoon op wie de verdenkingen rusten nog niet berecht is ? Hoe zou het slachtoffer, in dat stadium van de procedure, contact kunnen opnemen met de justitieassistent, als deze, overeenkomstig artikel 7, vierde lid, van de voornoemde wet van 5 maart 1998, optreedt in het kader van het maatschappelijk toezicht waaraan de veroordeelde zich dient te onderwerpen op het ogenblik van zijn voorwaardelijke invrijheidstelling ?

Die bepaling behoort grondig te worden herzien.

Artikel 13

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Het slachtoffer of zijn rechthebbenden, bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling, wordt gehoord in een van de onderstaande gevallen :

1° wanneer de veroordeelde een straf ondergaat voor één van de feiten bedoeld in artikel 12, 1°, a) tot d);

2° wanneer het verzoek om gehoord te worden gemotiveerd is en betrekking heeft op feiten die hebben geleid tot een veroordeling ... waarvan het effectieve gedeelte ... bedraagt.".

Artikel 14

1. Artikel 14 dient aan artikel 13 vooraf te gaan.

2. In paragraaf 1 is het eenvoudiger te schrijven :

"Het slachtoffer bij wie ... wordt door de justitieassistent ingelicht over de voorwaarden waaronder het door de commissie kan worden gehoord en op de hoogte kan worden gehouden van bewilliging in voorwaardelijke invrijheidstelling en van de voorwaarden die ter beveiliging van zijn belangen, opgelegd zijn".

3. In paragraaf 2 schrijve men aan het einde van de eerste zin : "... wet, vraagt de voorzitter het slachtoffer of het die informatie wenst te ontvangen".

Artikel 15

1. In het eerste lid is het niet duidelijk of de steller van het ontwerp met "instellingen van openbaar nut" publiekrechtelijke rechtspersonen bedoelt (organismes d'intérêt public), ofwel privaatrechtelijke rechtspersonen (établissements d'utilité publique).

Derhalve wordt voorgesteld in het eerste lid de woorden "instellingen van openbaar nut en verenigingen", te vervangen door de woorden "privaatrechtelijke rechtspersonen".

2. Overigens wordt in artikel 4, § 3, derde lid, van de voornoemde wet van 5 maart 1998 duidelijk bepaald dat verenigingen die slachtoffers wensen bij te staan in hun stappen bij de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, hiertoe door de Koning erkend moeten zijn.

Welnu, in het ontworpen besluit dient die erkenning te worden verleend door "de gemeenschaps- of gewestelijke overheid".

Het ontworpen besluit wijkt aldus af van de wet waaraan het uitvoering geeft.

Aangezien de bijstand die door die verenigingen wordt verleend juridische bijstand is, zoals bedoeld in artikel 23, tweede lid, 2°, van de Grondwet, en als zodanig verschillend is van het maatschappelijk welzijn dat overeenkomstig artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, door de

gemeenschappen verzorgd wordt, behoort te worden gesteld dat de federale overheid bevoegd is voor het organiseren van die juridische bijstand.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft zich in zulke bewoordingen uitgesproken naar aanleiding van het onderzoek van amendementen op een wetsvoorstel "betreffende het kosteloos of gedeeltelijk kosteloos optreden van advocaten" (1).

Bij ontstentenis van enige bepaling waarbij de bevoegdheid voor de organisatie van juridische bijstand (wettelijke bijstand) aan de gemeenschappen (of de gewesten) wordt verleend, moet worden geconcludeerd dat die materie tot de residuaire bevoegdheid van de federale wetgever behoort.

Deze materie dient ruim te worden geïnterpreteerd. Ze is niet noodgedwongen beperkt tot de bestaande rechtsbijstand en het bestaande pro deo, maar kan door de wetgever eventueel anders worden geregeld (2), door bijvoorbeeld nog andere instellingen dan alleen de balie te betrekken bij de organisatie van juridische bijstand.

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1995-1996, nrs. 549-4, 549-6 en 549-7.

(2) Zie de toelichting bij het voorstel van synthese van de heren Stroobant en Taminiaux, dat voortgekomen is uit de werkzaamheden van de voornoemde werkgroep van de Senaatscommissie, Gedr. St., Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 100-2/3°, blz. 19.

De federale overheid is bevoegd om deze materie als zodanig te regelen. Ze is met andere woorden gemachtigd om een algemeen systeem van juridische bijstand uit te werken dat niet beperkt blijft tot de domeinen die tot de federale bevoegdheid behoren.

Hetgeen voorafgaat betekent overigens niet dat de gemeenschappen en de gewesten niet kunnen optreden inzake juridische bijstand. Het betreft hier integendeel een aangelegenheid die zich bij uitstek leent tot toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet. De gemeenschappen en de gewesten zouden dus eveneens de juridische bijstand kunnen regelen, ten minste in zoverre een dergelijke regeling noodzakelijk is voor de uitoefening van hun specifieke bevoegdheden (1). Het moet evenwel gaan om een bijzondere vorm van juridische bijstand, die verband moet houden met de

---

(1) Er kan bijvoorbeeld verwezen worden naar de bevoegdheid van de gemeenschappen op het gebied van het beleid inzake volksgezondheid en bijstand aan personen, en naar de bevoegdheid van de gewesten voor huisvesting.

specifieke aangelegenheid waarvoor de gemeenschap of het gewest bevoegd is (1).

Toegepast op het onderhavige geval impliceert die redenering dat de Koning de bevoegdheid moet worden opgedragen om de voorwaarden te bepalen voor de erkenning van verenigingen die de slachtoffers juridisch bijstaan.

De ontworpen bepaling behoort bijgevolg te worden herzien.

3. Als de bepaling in het tweede lid alleen maar een wens verwoordt, is ze overbodig.

Als ze ertoe strekt om van de samenwerking met "vrijwilligersorganisaties, die de belangen van slachtoffers behartigen" een voorwaarde te maken om de slachtoffers te kunnen bijstaan, voegt ze een voorwaarde toe waarin door de wet niet wordt voorzien.

---

(1) Zulk een specifiek systeem van juridische bijstand bestaat reeds op een domein waarvoor de federale overheid bevoegd gebleven is, namelijk dat betreffende de aangelegenheden genoemd in hoofdstuk IV van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (zie artikel 5, § 1, II, 2°, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980). Het betreft hier de regeling waarin voorzien wordt door artikel 60, § 2, van de organieke wet, waarin wordt bepaald dat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij de vervulling van hun taken, in bepaalde gevallen, juridische bijstand kunnen verlenen (zie, inzonderheid, Raad van State, 19 februari 1982, O.C.M.W. Luik, arresten nrs. 22.047 en 22.048).

Bovendien is het begrip "vrijwilligersorganisaties, die de belangen van slachtoffers behartigen" niet duidelijk.

Artikel 16

1. Door te bepalen dat de directeur, of bij diens afwezigheid zijn plaatsvervanger, de beslissing van de commissie aan de veroordeelde meedeelt "op het ogenblik dat de beslissing tot voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar wordt", lijkt de ontworpen tekst strijdig met de voornoemde wet van 5 maart 1998, waarvan artikel 4, § 8, stelt dat aan de veroordeelde kennis wordt gegeven via afgifte, binnen achtenveertig uur na de beslissing, van een afschrift door de directeur.

Daaromtrent om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat de steller van het ontwerp in een tweede mededeling van de beslissing heeft willen voorzien zodra die beslissing uitvoerbaar wordt.

De tekst behoort zodanig te worden gesteld dat die bedoeling duidelijk blijkt.

2. In paragraaf 2, vijfde streepje, lijkt verwezen te moeten worden naar artikel 8, tweede lid, van de wet tot instelling van de commissies en niet naar de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Dezelfde opmerking geldt voor het achtste streepje.

3. Het tiende streepje van het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 behoort te vervallen, doordat de justitiehuizen nog niet in een wet of verordening voorkomen.

4. Wat paragraaf 4, tweede lid, betreft wordt de volgende tekst voorgesteld :

"In geval van wederopsluiting naar aanleiding van de herroeping of schorsing van de voorwaardelijke invrijheidstelling of in geval van voorlopige aanhouding, ... wordt de verlofpas door de directeur ... overgezonden. In voorkomend geval ...".

5. Overeenkomstig de artikelen 9 en 12 van de voornoemde wet van 18 maart 1998, is de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling bevoegd om de voorwaarden die aan de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelde zijn opgelegd, te schorsen, nader te omschrijven of aan de omstandigheden aan te passen of zelfs om die voorwaarden te verscherpen of er andere op te leggen.

Gezien deze bevoegdheid ziet de Raad van State niet in om welke redenen de justitieassistent gemachtigd zou worden om de vermeldingen op de verlofpas te wijzigen.

De bevoegdheid om te bepalen in hoeverre de verlofpas dient te worden aangepast, komt enkel en alleen de commissie toe.

De ontworpen bepaling dient te worden herzien.

6. In paragraaf 4, derde lid, schrijve men : "waarschuwt de veroordeelde ... de bevoegde commissie, die een nieuwe verlofpas uitreikt.".

De woorden "eventueel door tussenkomst van de justitieassistent" zijn overbodig en moeten vervallen.

Hoofdstuk VI

Men schrijve : "Procedure betreffende de schorsing, de aanpassing aan de omstandigheden en de nadere omschrijving van de voorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidstelling".

Artikel 17

1. In paragraaf 1 van de Franse tekst behoren de woorden "mesures imposées" te worden vervangen door de woorden "conditions imposées".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "die voorgeschreven" in plaats van "deze voorzien".

2. Op de vraag waarom alleen de paragrafen 1 en 4 van artikel 10 van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling van toepassing zullen zijn op de in het ontworpen artikel 17 bedoelde procedure, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"- de Franse versie van het ontwerp is in die zin verkeerd dat de zinsnede "artikel 10, §§ 1 tot 4" werd vertaald als "l'article 10, §§ 1er et 4";

- § 5, lid 1 van artikel 10 is eveneens van toepassing;

- er werd geopteerd ... niet van toepassing is.".

De ontworpen bepaling behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

3. Het woord "instanties" in het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 is ongeschikt. Het behoort te vervallen.

Artikel 18

Die bepaling is in zekere zin een parafrasering van artikel 8, tweede lid, van de voormelde wet van 18 maart 1998 en dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 19

1. De Franse tekst behoort te worden herzien, er rekening mee houdend dat de beslissing moet worden medegedeeld aan het slachtoffer en niet aan de veroordeelde.

2. Overigens dient in het eerste lid te worden aangegeven vanaf wanneer de termijn van tien dagen verstrijkt.

De woorden "membre du" zijn eveneens overbodig en behoren te vervallen.

De Nederlandse tekst van het eerste lid bevat andere voorschriften dan de Franse tekst van het eerste lid. Die discrepantie behoort te worden verholpen.

Hoofdstuk VII

Het opschrift van hoofdstuk VII zou beter aldus gesteld worden :

"Wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen.".

Het ontworpen artikel 25 behoort in dat hoofdstuk te worden opgenomen.

Artikel 21 (ontworpen artikel 38)

In de inleidende zin dient te worden aangegeven dat artikel 38 gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 4 april 1991 en 25 juni 1993.

Artikel 22 (ontworpen artikel 39)

Het ontworpen artikel 39 bepaalt inzonderheid dat het personeelscollege waakt "over de terbeschikkingstelling van de maatschappelijke hulp- en dienstverlening, aangepast aan de noden en behoeften van de gedetineerde en zijn familie". Zijn bijzondere zorg "gaat uit naar elke gedetineerde wiens sociale of familiale situatie dan wel lichamelijke of psychische toestand problemen stelt".

De aandacht van de steller van het ontwerp dient te worden gevestigd op artikel 5, § 1, II, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, krachtens hetwelk de gemeenschappen bevoegd zijn voor "de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie".

In de rechtsleer wordt over het algemeen aangenomen dat de gemeenschappen bevoegd zijn voor al wat betrekking heeft op gedetineerden, terwijl de federale Staat bevoegd

blijft voor wat verband houdt met uitvoering van straffen (1).

De moeilijkheden bij de verdeling van de bevoegdheden tussen de Staat en de gemeenschappen zijn opgedoken naar aanleiding van maatregelen die gepaard gaan met de straf, in geval van toepassing van verschillende regelingen van invrijheidstelling of beperkte invrijheidstelling die tot doel hebben reclassering van gevangenen te bevorderen.

Bepaalde maatregelen die genomen worden ten behoeve van veroordeelden kunnen immers soms zeer moeilijk gekwalificeerd worden. Gaat het om een maatregel van sociale hulpverlening die onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt, dan wel om een maatregel van toezicht of van controle, waarvoor de federale Staat bevoegd is.

In een nota voorgelegd door de Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen tijdens de parlementaire voorbereiding van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, heeft deze geoordeeld dat de bevoegdheden van de federale Staat betrekking hebben op de uitvoering van straffen, met inbegrip van voorlopige invrijheidstelling, voorwaardelijke invrijheidstelling, penitentiair verlof,

---

(1) Ph. De Bruycker en M. Uyttendaele, "La répartition des compétences entre l'Etat et les communautés en matière d'aide sociale aux justiciables", in "L'aide sociale aux justiciables", onder leiding van Ph. Mary, uitg. Bruylant, blz. 58.

week-eindarrest, beperkte hechtenis, genade, amnestie, herstel in eer en rechten, herziening ... (1).

In verband met het optreden van de sociale dienst van het bestuur der strafinrichtingen heeft de minister verklaard dat, al is het doel hiervan inlichtingen over delinquenten aan de gerechtelijke overheden te verschaffen om ze in staat te stellen met kennis van zaken te reageren of te zorgen voor begeleiding van de gedetineerden tegen wie een probatiemaatregel uitgevaardigd is om na te gaan of zij de hun opgelegde verplichtingen naleven, dat optreden tot de bevoegdheid van de federale Staat blijft behoren.

De bevoegdheden van de gemeenschappen hebben betrekking op alle andere bemoeiingen van de sociale dienst, namelijk "die welke tot doel hebben de gedetineerden, hun gezin en de ontslagen personen bijstand (in ruime zin, zowel materiële als morele bijstand) te verlenen (voorbereiding op reclassering, tewerkstelling, huisvestingsproblemen, ...) (2)".

Gezien de algemeenheid van de bewoordingen die in het ontworpen artikel 39 gebruikt worden, mag er redelijkerwijze van uitgegaan worden dat tussen de federale Staat en de gemeenschappen een bevoegdheidsconflict kan rijzen.

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1979-1980, nr. 627/10, blz. 66 tot 69.

(2) Ph. De Bruycker en M. Uyttendaele, op. cit., blz. 59 en 60.

Het is dan ook geboden de achtergrond waartegen het personeelscollege in het onderhavige geval behoort op te treden, beter te situeren, en de aard van de maatregelen die daartoe genomen worden, aan te geven.

Artikel 23 (ontworpen artikel 116)

1. In de inleidende zin behoort te worden aangegeven dat artikel 116 vervangen is bij het koninklijk besluit van 4 april 1991 en gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 25 juni 1993.

2. In verband met paragraaf 1 wordt voorgesteld het eerste en het tweede lid als volgt samen te brengen :

"Het zedelijkheidsdossier wordt gedurende tien dagen ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn advocaat, tot de dag vóór de vergadering van het personeelscollege waarop de voorwaardelijke invrijheidstelling zal worden onderzocht. De directeur licht hen hierover in.".

3. Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamt, behoort de veroordeelde - en niet alleen zijn advocaat, zoals is bepaald in de ontworpen tekst - kennis te kunnen nemen van het zedelijkheidsdossier.

De gemachtigde ambtenaar is evenwel van oordeel dat uit dat dossier bepaalde stukken dienen te worden gehaald die geen verband houden met de voorwaardelijke invrijheidstelling en ten aanzien waarvan het niet wenselijk is dat de gedetineerde er kennis van neemt (bijvoorbeeld de verslagen van de psychosociale dienst), om de vertrouwensrelatie tussen de gedetineerde en de personen die hem begeleiden niet in het gedrang te brengen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar behoort dat dossier het volgende te bevatten :

> "Op dat moment worden de veroordeelde en zijn advocaat tevens op de hoogte gebracht van het feit dat zij tot op de vooravond van die vergadering het "dossier voorwaardelijke invrijheidstelling" kunnen raadplegen. Dit dossier omvat, in de mate waarin zij voorhanden zijn, minstens volgende gegevens :
>
> 1° een afschrift van de opsluitingsfiche;
> 2° een uittreksel uit het strafregister;
> 3° een uiteenzetting van de feiten waarvoor de betrokkene werd veroordeeld;
> 4° een afschrift van de veroordeling(en);
> 5° de berekening van de toelaatbaarheidsdatum voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;
> 6° een afschrift van het register van de disciplinaire straffen;
> 7° het reclasseringsplan van de veroordeelde;
> 8° het verslag dat door de Psychosociale Dienst wordt opgesteld met het oog op het onderzoek van de voorwaardelijke invrijheidstelling en dat eventueel een gemotiveerd advies in de zin van artikel 3, § 3, 4° van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling bevat;
> 9° informatie over de burgerlijke partijen;
> 10° alle adviezen van het personeelscollege betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling;

11° alle beslissingen van de commissie betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling;
12° de memories van de veroordeelde en de advocaat.".

De Koning komt niet het recht toe de inhoud van het zedelijkheidsdossier, waarvan de gedetineerde kennis mag nemen, te bepalen. Zulk een beperking doet afbreuk aan de rechten van verdediging. Alleen de wetgever is bevoegd om dat te doen.

4. In het derde lid schrijve men :

"Indien binnen de in het eerste lid gestelde termijn er nieuwe stukken bij het dossier worden gevoegd, wordt dit gemeld aan de veroordeelde. Hij mag vragen de vergadering van het personeelscollege uit te stellen tot een latere datum, opdat hijzelf of zijn advocaat van die stukken kennis kan nemen (...).".

5. In de paragraaf 2 zijn de woorden : "... die uitdrukkelijk de gegevens omschrijft die zij pertinent achten" overbodig.

6. De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende geantwoord op de vraag of paragraaf 3, tweede lid, niet overbodig is, aangezien die bepaling reeds voorkomt in artikel 38, derde lid (en niet in het tweede lid van dat artikel) :

"De auteurs zijn er zich van bewust dat de bepaling uit § 3, lid 2 reeds vermeld staat in art. 38, lid 3. Er werd echter bewust voor geopteerd om ze hier te hernemen om aldus de hele procedure die door het personeelscollege inzake voorwaardelijke invrijheidstelling dient te worden gevolgd in chronologische volgorde te kunnen weergeven. Art. 38 heeft daarenboven een meer algemene draagwijdte en is van toepassing op alle beslissingen die binnen het personeelscollege worden genomen (bv. ook advies inzake genade, voorlopige invrijheidstelling, penitentiair verlof ...). Tenslotte is het zo dat door deze bepaling op te nemen na de bepaling die stelt dat de gedetineerde wordt gehoord, duidelijk wordt welke chronologie het personeelscollege dient te volgen.

Voorts wensen de auteurs aan lid 2 van § 3 voor alle duidelijkheid volgende precisering toe te voegen : "De Voorzitter beslist of deze andere personen gehoord worden in de aanwezigheid van de veroordeelde of diens advocaat"".

7. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze draagwijdte is van de woorden "en is geheim" in het eerste lid van de ontworpen paragraaf 4.

Moet er immers van uitgegaan worden dat de stemming geheim is ?

8. Ingevolge algemene opmerking nr. 2 moet worden aangenomen dat paragraaf 4, tweede lid, in werkelijkheid gewoon een parafrasering is van artikel 3, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 5 maart 1998, en moet het tweede lid van die paragraaf vervallen.

9. Paragraaf 4, derde lid, is overbodig; het is voldoende in die zin artikel 38, vierde lid, aan te vullen.

10. De ontworpen paragraaf 5 stemt niet overeen met artikel 3 van de voormelde wet van 5 maart 1998. Wat de terminologie betreft, wordt in de ontworpen bepaling zowel het woord "beslissing" als het woord "advies" gebruikt.

Krachtens het voormelde artikel 3 brengt het personeelscollege adviezen uit en doet het voorstellen voor een voorwaardelijke invrijheidstelling.

De terminologie van de ontworpen bepalingen dient dan ook te worden aangepast aan die van de desbetreffende wetsbepalingen.

Krachtens artikel 3, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 5 maart 1998, moeten de adviezen van het personeelscollege ter kennis worden gebracht van de veroordeelde, van de commissie en van de minister.

In het tweede lid van de ontworpen paragraaf 5 wordt evenwel bepaald dat de directeur of zijn plaatsvervanger de betrokkene "mondeling" op de hoogte van de "beslissing" brengt.

Die mondelinge kennisgeving lijkt dan ook niet conform het bepaalde in de wet.

11. In paragraaf 7 schrijve men : "... de datum die de commissie overeenkomstig artikel 4, § 6, van de wet betreffende de voowaardelijke invrijheidstelling heeft bepaald".

Artikel 24

Het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 17 januari 1921 luidt aldus :

"Koninklijk besluit inhoudende de middelen ter uitvoering van de bepalingen der wet van 31 mei 1888, gewijzigd door de wetten van 3 augustus 1899, 1 mei 1913 en 19 augustus 1920, betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling van de burgerlijke en militaire veroordeelden.".

Artikel 25

Er wordt verwezen naar de opmerking over hoofdstuk VII.

Artikel 26

De ontworpen tekst dient de datum van inwerkingtreding te bepalen van :

1° de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de

maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964;

2° de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;

3° het ontworpen koninklijk besluit.

De steller van het ontwerp wordt eraan herinnerd dat krachtens artikel 108 van de Grondwet de Koning de besluiten neemt die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen.

Slotopmerkingen

Artikel 17 van de voormelde wet van 18 maart 1998 machtigt de Koning om het administratief en geldelijk statuut van de assessoren te bepalen, alsmede het bedrag van de vergoeding per zitting voor de verschillende plaatsvervangers wanneer dezen een effectief lid vervangen.

In de ontworpen tekst wordt niet aangegeven hoe de in artikel 17, § 3, tweede lid, genoemde vergoedingen voor reis- en verblijfskosten berekend worden.

De gemachtigde ambtenaar heeft evenwel ter informatie twee ontwerpen van koninklijk besluit overgezonden om die aangelegenheden te regelen.

Uit een oogpunt van correct taalgebruik is de Nederlandse tekst van het ontwerp onzorgvuldig gesteld, zodanig zelfs dat hij op dat punt als regelgeving niet voldoet. In aansluiting op de opmerkingen die in punt 1 van de algemene opmerkingen gemaakt zijn en onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen en de aanmerkingen over de taal in het corpus van het advies, wordt bij wijze van voorbeeld op het volgende opmerkzaam gemaakt :

"Artikel 4

In paragraaf 1 is de term "doorgaan" verkeerd gebruikt voor "plaatshebben, plaatsvinden".

In paragraaf 2 moet de wending "in uitvoering van" vervangen worden door "ter uitvoering van". Het woord "tegenindicatie" blijkt niet voor te komen in de verklarende woordenboeken, wel "contra-indicatie".

Artikel 5

In het vierde lid zou, in plaats van "personen, waarvan de commissie beslist ...", het correcter zijn te schrijven : "personen ten aanzien van wie de commissie beslist ...".

Artikel 8

In het eerste lid, tweede zin, kan het bepaald lidwoord niet weggelaten worden omdat het niet in alle gevallen van de opsomming hetzelfde is.

Artikel 9

In het eerste lid is het woord "zetelden" om twee redenen verkeerd gebruikt. Bedoeld wordt : "zitting gehad hebben". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In het tweede lid is het woord "overgemaakt" verkeerd gebruikt voor "overgezonden, toegezonden, bezorgd ...". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 10

In het tweede lid, laatste zin, zijn de woorden "terug overgemaakt" fout. Bedoeld wordt "teruggezonden".

Artikel 11

In het laatste lid zou het beter zijn de woorden "reglement van orde" te vervangen door de in het Nederlands gebruikelijke benaming "huishoudelijk reglement.

Artikel 12

In onderdeel 2˚, eerste zin, behoort "het effectieve gedeelte" te worden geschreven in plaats van "het effectief gedeelte" en in de laatste zin zou het woord "gebeuren" vervangen moeten worden door het woord "afleggen", aangezien een verklaring niet iets is dat kan gebeuren. Zie in verband hiermee o.m. "Correct taalgebruik, W. Penninckx en P. Buyse, UGA". Ook in andere bepalingen van het ontwerp wordt het woord "gebeuren", dat ongeschikt is voor regelgeving, verkeerd gebruikt.

Heel het ontwerp zou van taalfouten gezuiverd moeten worden".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS